



Accord-cadre à bons de commande

-

Prestations intellectuelles

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)	Prestations d'assistance à maitrise d'ouvrage pour la programmation des projets immobiliers pour le compte des établissements du GHT Somme Littoral Sud.
	<u>N° de dossier</u> : 25TE0148

Sommaire

1.	Objet du contrat – Dispositions générales	4
1.1.	Objet.....	4
1.2.	Décomposition du marché	4
1.2.1.	Allotissement	4
1.2.2.	Décomposition en tranches	4
1.3.	Réalisation de prestations similaires.....	4
2.	Durée du contrat – Délais d’exécution	4
2.1.	Durée.....	4
2.2.	Délais	5
3.	Forme du contrat	5
4.	Attribution des bons de commande	6
5.	Modalités des bons de commande.....	6
6.	Engagement du titulaire	7
7.	Représentation des parties.....	7
7.1.	Représentation du pouvoir adjudicateur.....	7
7.2.	Représentation du titulaire	7
8.	Pièces contractuelles	8
9.	Sous-traitance	8
10.	Confidentialité et sécurité	9
10.1.	Confidentialité	9
10.2.	Protection des données à caractère personnel	9
10.3.	Formats et modalités de remise des livrables.....	9
11.	Protection de la main d’œuvre et de l’environnement.....	10
11.1.	Protection de la main d’œuvre.....	10
11.2.	Protection de l’environnement	10
12.	Assurances	10
13.	Prix	11
13.1.	Avance applicable - conditions de versement.....	11
13.2.	Acomptes.....	11
13.3.	Caractéristiques des prix pratiqués	12
13.4.	Variation des prix.....	12
13.5.	Application de la T.V.A.....	13

13.6.	Clause de réexamen	13
13.7.	Modalités de règlement	14
13.8.	Délai global de paiement	16
13.9.	Retenue de garantie	16
14.	Pénalités.....	16
15.	Constatation de l'exécution des prestations	17
15.1.	Opérations de vérification	17
15.2.	Opérations d'admission/rejet	17
16.	Utilisation des résultats	17
17.	Résiliation du marché	18
18.	Différends entre les parties	18
19.	Procédures de recours	19
20.	Déroptions au CCAG-PI.....	20



1. Objet du contrat – Dispositions générales

1.1. Objet

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum en € HT pour la durée totale du marché, portant sur des prestations d'assistance à Maitrise d'Ouvrage pour la programmation des projets immobiliers pour le compte des établissements du GHT Somme Littoral Sud.

Les principaux services demandés sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) ainsi que dans le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

Lieux d'exécution : dans les locaux du prestataire et sur le site des établissements suivants : Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie ; Centre Hospitalier d'Abbeville ; Centre Hospitalier Intercommunal de la Baie de Somme ; Centre Hospitalier de Doullens ; Centre Hospitalier Intercommunal de Montdidier Roye ; Centre Hospitalier de l'Arrondissement de Montreuil sur mer, Centre Hospitalier d'Hesdin.

1.2. Décomposition du marché

1.2.1. Allotissement

Conformément aux articles R.2113-2 et 3 du Code de la commande publique, le présent marché n'est pas alloté au motif que l'allotissement rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.2.2. Décomposition en tranches

Ce marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R.2113-4 et R.2113-5 du Code de la commande publique.

1.3. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2. Durée du contrat – Délais d'exécution

2.1. Durée

Le présent marché est conclu pour une durée initiale de **douze (12) mois** à compter de sa date de notification (= date de réception de la notification par le titulaire).

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

Le marché est ensuite **reconductible trois (3) fois** pour une durée équivalente, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

La reconduction est tacite, sauf dénonciation contraire émise par le pouvoir adjudicateur dans un délai de deux (2) mois avant chaque date anniversaire.

2.2. Délais

De manière générale, pour chaque opération de travaux nécessitant une assistance à maîtrise d'ouvrage, le titulaire se verra communiquer par le maître d'ouvrage un planning général de l'opération dans un délai maximum d'un (1) mois avant le commencement de ladite opération. Ce planning prendra en compte les délais contractuels maximums indiqués à l'annexe 1 au CCAP.

Pour chaque prestation technique, telle que prévue au CCTP, le pouvoir adjudicateur émettra un bon de commande au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande précisera le délai d'exécution de la mission. Le délai d'exécution court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire et devra être respecté sous peine de l'application de pénalités prévues à l'article 14 ci-dessous.

Au préalable de l'envoi du bon de commande, le pouvoir adjudicateur sollicitera le titulaire afin qu'il fasse une proposition de délais d'exécution en fonction des missions demandées. Le titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés à compter de la demande pour transmettre sa proposition de délais. Les délais contractuels indiqués dans l'annexe 1 au CCAP sont des délais plafonds. Le titulaire a la possibilité d'indiquer au maître d'ouvrage des délais inférieurs pour chacune des missions.

Notamment, s'il s'agit d'une mission ponctuelle ou partielle (article 3.7 du CCTP), le titulaire devra transmettre un devis détaillé faisant mention du nombre de jours nécessaires à la réalisation des prestations et préciser les éléments de missions concernés.

La proposition du titulaire pourra faire l'objet de discussions avec l'établissement concerné et devra, le cas échéant, faire l'objet de modifications pour être validée et ce, avant toute émission du bon de commande.

Dans le cas où les délais proposés par le titulaire seraient supérieurs aux délais maximums contractuels, le titulaire devra se conformer auxdits délais. Ces derniers seront directement indiqués dans le bon de commande afférant aux missions demandées.

Les dispositions de l'article 13.3 du CCAG-PI sont applicables s'agissant des cas de prolongation des délais.

3. Forme du contrat



Le présent contrat est un accord-cadre mono-attributaire, donc passé avec un seul opérateur économique.

Il s'agit d'un accord-cadre, sans montant minimum et avec un montant maximum en € HT, exécuté par **l'émission de bons de commande** en application des articles R.2162-2, R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

4. Attribution des bons de commande

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, des bons de commande seront attribués au titulaire du marché sans négociation ni remise en concurrence, selon les modalités prévues à l'accord-cadre. Les bons de commande précisent les prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectuera au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

Etant précisé que, **pour les missions ponctuelles ou partielles à la journée ou demi-journée** prévues au BPU et à l'article 3.7 du CCTP, le titulaire devra, au préalable, transmettre à l'établissement concerné, un devis détaillé faisant mention du nombre de jours nécessaires à la réalisation des prestations et préciser les éléments de missions concernés.

Les quantités indiquées seront vérifiées par l'établissement et devront faire l'objet d'une validation expresse avant toute émission d'un bon de commande.

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un montant maximum **sur toute la durée de l'accord-cadre (périodes de reconductions comprises) par établissement comme suit :**

- **CHU Amiens-Picardie : 1 500 000 euros HT**
- **CH Intercommunal de Montdidier-Roye : 400 000 euros HT**
- **CH de Doullens : 200 000 euros HT**
- **CH d'Abbeville : 480 000 euros HT**
- **CH Intercommunal de la Baie de Somme : 160 000 euros HT**
- **CHA de Montreuil sur mer : 200 000 euros HT**
- **CH d'Hesdin : 100 000 euros HT**

5. Modalités des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations commandées ;
- les délais d'exécution et de remise des livrables attendus ;
- le montant du bon de commande en € H.T. et en € T.T.C. ;
- le numéro de devis pour les prestations ponctuelles ou partielles.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou l'un de ses délégués pourront être honorés par le titulaire.

Les bons de commande ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. En revanche, les bons de commande émis pendant la durée de validité du contrat pourront être exécutés au-delà (maximum 3 mois après la fin du contrat).

6. Engagement du titulaire

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Les intervenants proposés par le candidat doivent permettre de couvrir entièrement le champ des compétences requises.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de vérifier les compétences des intervenants proposés en cours d'exécution (qualifications requises...). En cas d'insuffisance constatée, l'intervenant sera récusé ; dans ce cas, le titulaire s'engage à remplacer immédiatement l'intervenant. Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

En cas de modification du personnel assurant les prestations du contrat désigné dans la proposition du titulaire, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur. Il prendra toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise ni altérée. Le titulaire devra désigner un remplaçant et communiquer le nom, les titres, qualifications, références au pouvoir adjudicateur. L'ensemble des frais inhérents à ce remplacement sera supporté par le titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

En conséquence, toute modification apportée à la structure des équipes tant sur le nombre ou les noms des participants que sur leur degré de participation au contrat devra faire l'objet d'un accord préalable du pouvoir adjudicateur. Les désaccords ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une remise en cause des prix et du calendrier.

7. Représentation des parties

7.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

7.2. Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :



- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ; et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.
- A ses coordonnées bancaires, et le cas échéant, des coordonnées bancaires de ses cotraitants et sous-traitants.

8. Pièces contractuelles

Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, le marché est constitué par les documents énumérés au présent article. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'Acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe « Délais maximums contractuels » ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire dans ses parties qui précisent et complètent les documents précédents sans les contredire.

Pièce générale

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (C.C.A.G-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Il est précisé que les quantités figurants aux DQE/simulations ne sont pas contractuelles.

9. Sous-traitance

Le titulaire du marché est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus. La non production de cette caution emportera, dans les conditions définies à l'article 12.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera, après signature et sur demande, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

10. Confidentialité et sécurité

10.1. Confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'établissement, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. L'établissement ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'il a lui-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire accepte sans réserve le contrat de confidentialité.

Tous les documents mis à disposition du titulaire du marché par l'établissement restent la propriété de l'établissement et devront être restitués à l'achèvement de leur mission. Les documents émis par l'établissement à destination du titulaire, quelle que soit leur nature et leur forme, ne sauront être transmis par le titulaire à un tiers sauf accord écrit de la part de l'établissement.

10.2. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché. Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

10.3. Formats et modalités de remise des livrables

L'ensemble des livrables demandés devront être remis dans les délais contractuels et transmis à l'établissement concerné par mail.

Les livrables devront être transmis en version provisoire pour relecture.

Le titulaire devra transmettre une version corrigée tenant compte, le cas échéant, de l'ensemble des observations du maître d'ouvrage.

Après validation du maître d'ouvrage, le titulaire devra transmettre une version finale. Plusieurs allers-retours pourront être nécessaires pour aboutir à une version finale sans que cela ne donne lieu à une rémunération complémentaire.

Notamment, concernant les missions de rédaction des pièces du programme, dans le cas où la procédure serait rendue infructueuse du fait du titulaire, le titulaire devra procéder à la rédaction d'un nouveau programme à ses frais.

Les documents devront être transmis en versions Word, Excel et PDF ou tout autre format spécifique demandé par le maître d'ouvrage.

11. Protection de la main d'œuvre et de l'environnement

11.1. Protection de la main d'œuvre

Conformément à l'article 6 du CCAG-PI, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre employée et aux conditions de travail du pays.

11.2. Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG-PI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement.

12. Assurances

Au moment de la consultation, puis en cours d'exécution si le contrat dure plus d'une année, le titulaire doit produire une attestation établissant qu'il a souscrit une assurance de responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire. Cette assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants ou, lorsqu'il est mandataire, de ses cotraitants, à raison de dommages de toute nature causés à des tiers, y compris à la maîtrise d'ouvrage.

Cette garantie doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat. Les polices d'assurance devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances couvrant leurs responsabilités dans les mêmes conditions. Il s'engage également à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

En cas de changement d'assureur ou de police, pour quelque motif que ce soit, le titulaire doit en avertir immédiatement le pouvoir adjudicateur et lui remettre sans délai une nouvelle attestation. À chaque reconduction de son contrat d'assurance, il doit transmettre au pouvoir adjudicateur un exemplaire de ce document dans les dix jours.

Sauf en cas de faute lourde commise par le pouvoir adjudicateur, le titulaire supporte seul les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'exécution du contrat, pourraient survenir dans les locaux et dépendances mis à sa disposition, que ces dommages concernent ses propres biens, ceux qui lui sont confiés ou ses préposés. Pour ces dommages, il renonce à tout recours contre le pouvoir adjudicateur, ses assureurs et l'État.

Le titulaire demeure enfin responsable de tous dommages causés, à l'occasion et au cours de l'exécution du contrat, par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, quelles qu'en soient les victimes.

13. Prix

13.1. Avance applicable - conditions de versement

Il est fait application de l'option B du CCAG-PI.

Une avance peut être accordée pour chaque commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance, tel que précisé à l'Acte d'engagement. L'avance correspond à 5 % du montant HT de la commande. L'attention du titulaire est attirée sur le fait que si aucun choix n'est fait ou que si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise refuse de percevoir l'avance.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à 10%.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Le paiement de l'avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande portant sur l'intégralité du montant de l'avance accordée en application des articles R.2191-7, R.2191-36 à 42 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande. A compter de la production de cette garantie, le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 50 jours.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera réalisé en une seule fois lorsque le montant des prestations exécutées au titre du bon de commande concerné atteint 70% du montant du bon de commande.

13.2. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution et dont le délai d'exécution est supérieur à trois (3) mois ouvrent droit à des acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

13.3. Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix du présent marché sont traités à **prix unitaires**.

Les prix du contrat sont établis Hors Taxe (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autre frappant obligatoirement la prestation.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les prix comprennent également les frais afférents à l'exécution de la prestation notamment les frais de déplacement, de restauration et hébergement des membres de l'équipe dédiée, présence aux réunions (sur site), remise des divers livrables mentionnés au CCTP.

Le titulaire ne pourra se voir accorder aucune rémunération supplémentaire.

Le marché est conclu en euros.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le **Bordereau des Prix Unitaires (BPU) – Onglet 1 et Onglet 2**.

13.4. Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la première année puis **révisibles les années suivantes**, selon les modalités suivantes :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois zéro (mois limite de remise de l'offre indiqué en page de garde du Règlement de consultation).

La périodicité de la révision des prix sera annuelle, à la date de reconduction de l'accord-cadre, sous réserve de la décision de reconduction du contrat, par application de la formule suivante aux prix du BPU :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Ainsi :

- C_n : coefficient de révision.
- I₀ : valeur définitive de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : dernière valeur publiée de l'index de référence N connue à la date d'anniversaire du contrat.

L'index de référence I choisi en raison de leur structure pour la **révision des prix est : SYN REV : Syntec révisé**.

Le coefficient de révision sera arrondi au millième supérieur. Ce coefficient de révision sera appliqué

sur chaque prix **initial** hors taxes figurant au bordereau de prix unitaire.

Pour le prix nouveau (€ révisé), les valeurs seront arrondies à 2 chiffres après la virgule (arrondi inférieur si la 3ème décimale est comprise entre 0 et 4, arrondi supérieur si la 3ème décimale est comprise entre 5 et 9).

Les prix révisés seront appliqués sur les bons de commande émis après la date de reconduction. Dans le cas où un bon de commande est émis avant la date de reconduction et même si la prestation est effectuée après la date de reconduction, la date prise en compte pour l'application ou non de la variation de prix sera celle de la signature du bon de commande par l'établissement.

Dans le cas de disparition d'indice, un nouvel indice de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Dans le cas où aucun indice de substitution ne serait préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant. Il s'agit d'une clause de réexamen conclue conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Le coefficient de révision des prix et son détail de calcul seront fournis directement par le titulaire du marché qui le transmettra au pouvoir adjudicateur lors de la présentation de la première facture concernée par la révision de prix.

Clause de sauvegarde : Les prix du marché sont révisibles conformément à la formule définie ci-dessus. La variation annuelle des prix unitaires résultant de cette révision est plafonnée à +5 % et limitée à -5 % par période de douze (12) mois. Ainsi, toute augmentation ou diminution calculée par la formule qui excède ces seuils sera limitée respectivement à +5 % ou -5 % pour la période concernée.

13.5. Application de la T.V.A

Le taux de la T.V.A. à appliquer est celui en vigueur le jour du fait générateur.

13.6. Clause de réexamen

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la commande publique, le BPU de l'accord-cadre peut être modifié en cours d'exécution de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

1. De nouvelles prestations peuvent être introduites au BPU de l'accord-cadre, dans la limite de l'objet son objet :
 - Soit parce qu'elles viennent en remplacement des prestations prévues au BPU initial,
 - Soit parce que ces prestations dont le besoin n'existait pas lors de la conclusion de l'accord-cadre, sont devenus nécessaires à la bonne exécution de ce dernier.

En outre, au cours de l'accord-cadre, des prestations peuvent ne plus présenter d'intérêt dans le cadre de l'accord-cadre. Ces derniers peuvent être retirés du BPU.

2. De prix spécifiques existants au BPU peuvent être réexaminés.

Les nouveaux besoins qui pourront être intégrés au marché via la clause de réexamen pourront être liés :

- A une modification de la réglementation,
- A la nécessité de commander de nouvelles prestations rentrant dans le périmètre du marché,
- Au cas où la formule révision ferait apparaître une variation de + de 5% l'an,
- Au cas de disparition de l'indice de révision.

13.7. Modalités de règlement

Présentation des demandes de paiements

Le titulaire transmettra ses **demandes de paiement après service fait et admission des prestations** sur la base des quantités réellement exécutées et des prix indiqués au BPU.

Il est précisé que la facture du titulaire ne pourra être transmise qu'après **signature du PV de réception signé par le maître d'ouvrage par la personne responsable du suivi du marché. Le PV de réception devra être joint à la facture, ce dernier correspondant à l'attestation de service fait.**

Les demandes de paiement seront adressées via l'outil CHORUS PRO à l'adresse suivante : https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/.

Le SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts est :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
CHU Amiens Picardie	268 000 148 00125
CH d'Abbeville	268 000 015 00019
CHI de la Baie de Somme	200 040 301 00018
CH de Doullens	268 000 106 00016
CHI de Montdidier Roye	268 000 163 00017
CHA de Montreuil sur mer	266 209 691 00192
CH d'Hesdin	266 209 386 00017

Dans tous les cas, les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une demande paiement ou facture établie selon les conditions prévues au CCAG-PI, en original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché (impératif sous peine de retour de la facture) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;

- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées (sous peine de non-conformité de la facture) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix unitaire de la prestation ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat/du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant ttc ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du contrat et directement liés au contrat ;
- Coefficient révision ;
- L'application de révision ;
- Le montant total ttc des prestations exécutées ;
- La date de facturation.

Règlement en cas de cotraitance ou de sous-traitance

Dispositions relatives à la cotraitance :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'établissement la demande de paiement. En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément, sous réserve d'une répartition des prestations jointe en annexe à l'acte d'engagement. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné. En cas de non répartition, le paiement sera réalisé sur le compte du mandataire.

Dispositions relatives à la sous-traitance :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

13.8. Délai global de paiement

Le paiement s'effectuera par mandat administratif suivi d'un virement bancaire.

Le délai global de paiement est de cinquante (50) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur via la plateforme CHORUS PRO (ou de la date d'exécution des prestations lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement).

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires, dans les conditions réglementaires, en cas de retard dans les paiements tel qu'il est prévu à l'alinéa précédent au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

13.9. Retenue de garantie

Sans objet. Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

14. Pénalités

Des pénalités s'appliquent pour chacun des bons de commande dans les conditions ci-dessous.

Les pénalités indiquées ci-dessous s'entendent hors TVA.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, tout retard d'exécution par le titulaire au regard des délais visés à l'article 2.2 du présent CCAP, sauf s'il est imputable au pouvoir adjudicateur ou à un cas de force majeure, sera sanctionné, sans mise en demeure préalable, par les pénalités suivantes :

Pénalités de retard :

- En cas de non-respect du délai maximum de transmission de la proposition de délais mentionnée à l'article 2.2 du CCAP, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 100 € par occurrence.
- En cas d'absence de non-respect des délais d'exécution mentionnés dans chaque bon de commande, le titulaire subira une pénalité de : 400 € par jour de retard.



- En cas d'absence de remise d'un des livrables demandés et mentionnés au CCTP, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 400 € par occurrence.
- En cas de remise d'un livrable non conforme aux attendus décrits dans le CCTP, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 500 € par occurrence.
- En cas d'absence à une réunion requise dans le cadre de l'exécution de sa mission et d'absence à une convocation, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 1000 € par occurrence.
- En cas de changement non déclaré d'un membre de l'équipe dédiée à la mission, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 1000 € par occurrence.

15. Constatation de l'exécution des prestations

15.1. Opérations de vérification

Conformément à l'article 28.1 du CCAG-PI, l'établissement procèdera à des opérations de vérifications qualitatives et quantitatives.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-PI relatives au déroulement des vérifications est applicable.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, les délais de validation des livrables restent à l'appréciation de l'établissement.

15.2. Opérations d'admission/rejet

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises par l'établissement dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

16. Utilisation des résultats

Le chapitre 6 du CCAG-PI s'applique.

Les dispositions de l'article 35 du CCAG-PI sont applicables.

Le titulaire concède à l'établissement les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

Le titulaire cède à l'établissement les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités du marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.



Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation du marché.

Le droit d'utilisation concédé ne donne pas lieu à une rémunération spécifique au bénéfice du titulaire, cette rémunération étant comprise dans le système économique global du présent marché.

17. Résiliation du marché

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute du titulaire, en application de l'article 39 du CCAG-PI. Dans cette hypothèse :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- La résiliation pour absence de production des attestations d'assurances prévues à l'article "Assurance de responsabilité " peut s'opérer sans mise en demeure préalable ;
- En complément de l'article 39 du CCAG-PI, en cas de non-production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées à l'article Avance de l'acte d'engagement relatives à la fourniture des pièces, prévues aux articles R.2143-6 à R.2143-15 du Code de la commande publique, et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, le titulaire, ou le cotraitant, dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations ;
- En cas d'inexactitude des renseignements, mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du Code de la commande publique, fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part du marché sera résiliée sans mise en demeure à leur frais et risques.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général au titre de l'article 40 du CCAG-PI. Par dérogation au CCAG-PI, le montant de l'indemnité sera négocié avec le titulaire.

18. Différends entre les parties

Conformément à l'article 43 du CCAG-PI, l'établissement et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'établissement doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à l'établissement dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'établissement dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

19. Procédures de recours

Instance de règlement amiable des litiges :

Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) de Nancy
Préfecture de Meurthe-et-Moselle
1, rue du Préfet Claude Erignac – 53 038 NANCY Cedex

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
BP 14 - CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Introduction des recours :

- ✓ **Référé pré-contractuel** prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- ✓ **Référé contractuel** prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- ✓ **Recours de pleine juridiction** ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- ✓ **Recours pour excès de pouvoir**, contre des clauses réglementaires du contrat ou contre une décision de l'acheteur, dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Greffe du Tribunal Administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier



BP 14 - CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

20. Dérogations au CCAG-PI

Clauses CCAP	Dérogations au CCAG
Art. 8	Art. 4.1
Art. 13.2	Art. 10.1.3
Art. 14	Art. 14
Art. 15.1	Art. 28.2
Art. 17	Art. 39 et 40

Toutes les dispositions du CCAG-PI non contredites ni par les stipulations du présent CCAP ni par les stipulations du CCTP sont applicables au présent marché.

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au CCAG-PI n'a qu'une valeur indicative. Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au CCAG-PI qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.